



TotalEnergies EP Gabon

Comptes sociaux selon le référentiel
OHADA

Exercice 2023



TotalEnergies

Sommaire



02 | Rapport des commissaires aux comptes sur les états financiers annuels OHADA

06 | Annexe A portant responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers

08 | États financiers OHADA

09 | Compte de résultat

10 | Bilan

12 | Tableau de flux de trésorerie

13 | Variation des capitaux propres

14 | Annexe aux états financiers

15 | Liste des notes annexes

16 | Informations obligatoires

20 | Notes d'informations complémentaires

Rapport des commissaires aux comptes sur les états financiers annuels OHADA

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2023

Aux actionnaires de la société TotalEnergies EP Gabon,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport sur les états financiers relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2023, sur :

- le contrôle des états financiers annuels de la société TotalEnergies EP Gabon, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- les autres informations et les vérifications spécifiques prévues par la loi.

I. Audit des états financiers annuels

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels de la société TotalEnergies EP Gabon, comprenant le bilan au 31 décembre 2023, le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes. Ces états financiers annuels présentent un total bilan de 1.831 M\$ et un bénéfice net de l'exercice de 65 M\$.

À notre avis, les états financiers annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice conformément aux règles et méthodes comptables édictées par l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit comptable et à l'information financière.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (« ISA »), conformément aux prescriptions du Règlement N°01/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit dans les pays membres de l'OHADA. Les responsabilités

qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société TotalEnergies EP Gabon conformément au Code d'éthique des professionnels de la comptabilité et de l'audit édicté par le Règlement N°01/2017/CM/OHADA précité, ainsi qu'aux règles d'indépendance qui encadrent le commissariat aux comptes, et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Points clés de l'audit

Les points clés de l'audit sont les points qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants lors de l'audit des états financiers de la période en cours. Le point suivant a été traité dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ce point.

Évaluation de la dépréciation des actifs immobilisés des activités d'exploration et de production

RISQUE IDENTIFIÉ

Comme présenté dans les notes 3 et 4 de l'annexe aux comptes OHADA au 31 décembre 2023, les actifs immobilisés sont composés des immobilisations incorporelles (MUSD 55), des immobilisations corporelles (MUSD 463) et des sommes placées sur les comptes dédiés en prévision des travaux futurs de restitution des sites (MUSD 309).

La Société réalise des tests de dépréciation sur ces actifs lorsqu'un indice de perte de valeur est identifié, ces tests étant réalisés au niveau des unités génératrices de trésorerie (UGT) concernées, qui regroupent les champs ou groupement de champs d'hydrocarbures intégrant les actifs industriels permettant la production, le traitement et l'évacuation des hydrocarbures. La valeur d'utilité d'une UGT est déterminée sur la base des flux de trésorerie futurs actualisés, dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévues par la direction générale de la Société. Les principales hypothèses d'évaluation prises en

compte par la Société dans l'évaluation de la valeur d'utilité, comprennent le prix futur des hydrocarbures, le prix du carbone futur, les coûts opérationnels futurs, les estimations des réserves d'hydrocarbures et le taux d'actualisation après impôts.

Comme décrit dans la note 2.B « Dépréciation des actifs immobilisés » de l'annexe aux comptes OHADA et estimations comptables », la Société retient une trajectoire de prix du pétrole qui converge à long terme vers le prix retenu en 2050 par le scénario NZE de l'AIE, soit 25,5 \$2023 par baril et, pour le gaz, des prix qui se stabilisent d'ici 2027 et jusqu'en 2040 à des niveaux plus faibles qu'actuellement, pour converger ensuite vers les prix du scénario NZE de l'AIE en 2050. La détermination des valeurs recouvrables intègre par ailleurs sur l'ensemble des actifs identifiés l'impact de leurs émissions de CO₂. Les émissions futures scopes 1 et 2 des actifs concernés sur la durée de vie des actifs y sont valorisées à 100 \$/t ou le prix en vigueur dans un pays donné, s'il est

supérieur. Au-delà de 2029, le prix du CO₂ est inflaté de 2 %/an.

Les dépréciations d'actifs immobilisés au titre de 2023 se sont élevées à MUSD 0 en résultat d'exploitation.

Afin d'évaluer la résilience du portefeuille à différents paramètres, des sensibilités à plusieurs hypothèses ont été déterminées par la Direction, dont une sensibilité à une baisse comprise entre 10 % et 20 % du prix des hydrocarbures utilisés sur toute la durée de vie des actifs ainsi qu'à un prix du carbone de 200 \$/t, inflaté de 2 % par an à partir de 2029.

Nous avons considéré l'évaluation des actifs non courants des activités d'exploration et de production comme un point clé de l'audit dans la mesure où l'appréciation par la Direction des hypothèses présentées ci-dessus comporte une part de jugement élevée, s'agissant de projections liées à des événements futurs.

NOTRE RÉPONSE

Nous avons pris connaissance, évalué la conception et testé l'efficacité opérationnelle de certains contrôles mis en place par la Société pour répondre au risque d'anomalie significative relatif à l'évaluation de la dépréciation des actifs non courants des activités d'exploration et de production. Nos travaux ont inclus le test des activités de contrôle portant sur l'identification d'indices de perte de valeur et la détermination des principales hypothèses retenues par la direction sous-tendant la valeur recouvrable des actifs testés.

Nos travaux ont consisté principalement à :

- Analyser l'existence d'indices de perte de valeur sur ces actifs, une baisse significative de la production, la promulgation d'une nouvelle loi fiscale, l'impact de nouvelles hypothèses de prix des hydrocarbures ou du prix du carbone, y compris en lien avec l'ambition de TotalEnergies d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050 ensemble avec la Société ;
- Confronter les scénarii de prix des hydrocarbures retenus par la Société à des informations sectorielles publiques (AIE,

brokers et consultants lorsque pertinent), en particulier le prix relatif aux scénarii APS et NZE, considérés par l'AIE comme compatibles avec l'Accord de Paris pour limiter l'élévation de température « nettement en dessous de 2 °C » ;

- Analyser les hypothèses de prix du carbone incluses dans les flux de trésorerie, notamment en les comparant aux données actuelles de marché et en les confrontant aux informations sectorielles publiques (notamment AIE) ;
- Apprécier la cohérence des dates de fin de production appliquées dans les prévisions de flux de trésorerie avec celles prévues dans les contrats au titre des fins de licence ;
- Comparer les hypothèses principales (prix futur des hydrocarbures, prix du carbone futur, coûts opérationnels futurs, estimations des réserves d'hydrocarbures, taux d'actualisation après impôt et dividendes futurs attendus) à celles incluses dans les analyses, les budgets et les prévisions approuvés par la Direction et le Conseil d'administration ;

→ Apprécier la cohérence des hypothèses de coûts opérationnels futurs en calculant des ratios coûts/production, et notamment en les comparant d'année en année ;

→ Rapprocher les profils de production retenus avec les réserves prouvées et probables d'hydrocarbures établies dans le cadre des processus internes de la Société ;

→ Recalculer, avec nos experts en évaluation, le taux d'actualisation après impôt utilisé par la Direction et le confronter aux taux retenus par des analystes de marché ;

→ Apprécier la cohérence des taux d'impôt retenus par rapport aux régimes fiscaux applicables et aux contrats pétroliers en vigueur ;

→ Évaluer les informations fournies dans la note 2.B « Dépréciation des actifs immobilisés » de l'annexe aux comptes incluant celles relatives aux sensibilités du résultat d'exploitation et du résultat net aux scénarii des prix des hydrocarbures et du prix du carbone.

Responsabilités du Conseil d'administration relatives aux états financiers annuels

Les états financiers annuels ont été établis et arrêtés par le Conseil d'administration du 18 mars 2024 sur la base des éléments disponibles à cette date.

Le Conseil d'administration est responsable de la préparation des états financiers conformément aux règles et méthodes comptables éditées par l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit comptable et à l'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers annuels, il incombe au Conseil d'administration

d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation sauf si le Conseil d'administration a l'intention de mettre la Société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe au Conseil d'administration de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de la Société.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et

d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes « ISA » permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nos responsabilités pour l'audit des états financiers annuels sont décrites de façon plus détaillée dans l'annexe A du présent rapport du commissaire aux comptes.

I. Vérifications spécifiques prévues par la loi et autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'administration. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion, mais ne comprennent pas les états financiers annuels et notre rapport du commissaire aux comptes sur ces états financiers annuels, et des documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et du projet de résolutions.

Notre opinion sur les états financiers annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre mandat de commissariat aux comptes, notre responsabilité est, d'une part, de faire les vérifications spécifiques prévues par la loi, et ce faisant, à vérifier la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration arrêté le 18 mars 2024, et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels selon référentiel OHADA, et à vérifier, dans tous leurs aspects significatifs, le respect de certaines obligations légales et réglementaires. D'autre part, notre responsabilité consiste également à lire les autres

informations et, par conséquent, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise lors de l'audit, ou encore si les autres informations semblent comporter une anomalie significative.

Si à la lumière des travaux que nous avons effectués lors de nos vérifications spécifiques ou sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Fait à Libreville, le 12 avril 2024

Les commissaires aux comptes

Yves FUMANAL
Expert-comptable
agrégé CEMAC EC94

ERNST & YOUNG

Erik WATREMEZ
Expert-comptable
agrégé CEMAC EC540

Annexe A portant responsabilités du commissaire aux comptes

RELATIVES À L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

Dans le cadre de nos diligences, nous nous conformons successivement :

- aux exigences des Normes Internationales d'Audit (ISA) et ;
- aux obligations spécifiques édictées par l'acte uniforme de l'OHADA relatif aux droits des sociétés commerciales et du GIE.

De manière plus détaillée :

- nous nous conformons aux règles d'éthique relatives à l'audit des états financiers annuels édictées par le Code de déontologie des professionnels comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (le code de l'IESBA) et les règles d'indépendance qui encadrent le commissariat aux comptes ;
- nous faisons preuve d'esprit critique qui implique d'être attentifs aux éléments probants qui contredisent d'autres éléments probants recueillis, aux informations qui remettent en cause la fiabilité de documents et de réponses apportées aux demandes de renseignements à utiliser en tant qu'éléments probants, aux situations qui peuvent révéler une

fraude possible, aux circonstances qui suggèrent le besoin de mettre en œuvre des procédures d'audit en supplément de celles requises par les Normes ISA ;

- nous faisons preuve de jugement professionnel lors de la conduite de l'audit en particulier pour les décisions portant sur le caractère significatif et le risque d'audit, la nature, le calendrier et l'étendue des procédures d'audit à mettre en œuvre pour satisfaire les diligences requises par les normes ISA et pour recueillir des éléments probants, le fait de déterminer si des éléments probants suffisants et appropriés ont été recueillis, et si des travaux supplémentaires sont nécessaires pour atteindre les objectifs des normes ISA et, par voie de conséquence, les objectifs généraux de l'auditeur, l'évaluation des jugements de la Direction portant sur le suivi du référentiel comptable applicable, le fondement des conclusions tirées des éléments probants recueillis, par exemple l'appréciation du caractère raisonnable des évaluations faites par la Direction lors de l'établissement des états financiers ;

- nous préparons tout au long de l'audit une documentation qui fournisse une trace suffisante et appropriée des travaux,

fondements de notre rapport d'audit et des éléments démontrant que l'audit a été planifié et réalisé selon les Normes ISA et dans le respect des exigences législatives et réglementaires applicables ;

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- nous recueillons, le cas échéant, des éléments probants suffisants et appropriés concernant le respect des dispositions des textes législatifs et réglementaires dont il est admis qu'elles ont une incidence directe sur la détermination des données chiffrées significatives enregistrées et l'information fournie dans les états financiers, mettons en œuvre des

procédures d'audit spécifiques visant à identifier les cas de non-respect d'autres textes législatifs et réglementaires qui peuvent avoir une incidence significative sur les états financiers, et apporter une réponse appropriée aux cas avérés ou suspectés de non-respect des textes législatifs et réglementaires identifiés au cours de l'audit ;

- nous fournissons également au Conseil d'administration une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons, le cas échéant, toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes. Parmi les points communiqués au Conseil d'administration, nous déterminons quels ont été les plus importants lors de l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport, sauf si la loi ou la réglementation en empêchent la communication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer un point dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de ce point dépassent les avantages qu'elle aurait au regard de l'intérêt public ;

- nous prenons connaissance du contrôle interne de la Société afin de définir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société. Lorsque des faiblesses significatives sont identifiées, nous les communiquons à la Direction, le cas échéant, au Conseil d'administration ;

- nous évaluons l'incidence sur l'audit des anomalies relevées et l'incidence sur les états financiers des anomalies non corrigées, s'il en existe. Nous les communiquons au niveau approprié de la Direction, à moins que ceci ne lui soit interdit par la loi ou la réglementation ;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;

- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;

- nous identifions les relations et des transactions avec les parties liées, que le référentiel comptable applicable établit ou non des règles en la matière, pour être en mesure de relever des facteurs de risque de fraudes, s'il en existe, découlant de relations et de transactions avec les parties liées, qui sont pertinents pour l'identification et l'évaluation des risques d'anomalies significatives provenant de fraudes, et conclure, sur la base des éléments probants recueillis, si les états financiers, pour autant qu'ils soient affectés par ces relations et ces transactions sont présentés sincèrement ou ne sont pas trompeurs. En outre, lorsque le référentiel comptable applicable contient des règles concernant les parties liées, nous recueillons les éléments probants suffisants et appropriés pour déterminer si les relations et les transactions avec les parties liées ont été correctement identifiées et comptabilisées dans les états financiers et si une information pertinente les concernant a été fournie dans ceux-ci ;

- nous recueillons les éléments probants suffisants et appropriés montrant que les événements survenus entre la date des états financiers et la date de notre rapport, nécessitant un ajustement des états financiers ou une information à fournir dans ceux-ci, ont fait l'objet d'un traitement approprié dans les états financiers conformément au référentiel comptable applicable ;

- nous concluons quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions

s'appuient sur les éléments recueillis jusqu'à la date de notre rapport ;

- nous obtenons des déclarations écrites de la direction générale et, le cas échéant, du Conseil d'administration, confirmant que celle-ci considère avoir satisfait à ses responsabilités relatives à l'établissement des états financiers ainsi qu'à l'exhaustivité des informations que nous ont été fournies. En outre, nous conformons d'autres éléments probants relatifs aux états financiers ou à des assertions spécifiques contenues dans ceux-ci au moyen de ces déclarations écrites si nous estimons nécessaire ou si celles-ci sont requises par d'autres normes ISA ;

- nous nous assurons, tout au long de l'audit, que l'égalité entre les associés est respectée, notamment que toutes les actions d'une même catégorie bénéficient des mêmes droits ;

- nous devons signaler à la plus prochaine Assemblée générale, les irrégularités et les inexactitudes relevées lors de l'audit. En outre, nous devons signaler au ministère public les faits délictueux dont nous avons eu connaissance au cours de l'audit, sans que notre responsabilité puisse être engagée par cette révélation ;

- nous avons l'obligation du respect du secret professionnel pour les faits, actes et renseignements dont nous avons eu connaissance.

01



États financiers

TotalEnergies EP Gabon / Exercice 2023
Comptes sociaux selon le référentiel OHADA

Compte de résultat (en k\$)

EXERCICE D'UNE DURÉE DE 12 MOIS, AU 31 DÉCEMBRE 2023

| Réf. | Note | 2023 | 2022 | | |
|-----------|--|------|-------|----------------|----------------|
| TA | Ventes de marchandises A | + | 21 | - | 10 752 |
| RA | Achats de Marchandises | - | 22 | (1 561) | 1 019 |
| RB | Variation de stocks de marchandises | -/+ | 6 | - | - |
| XA | Marge commerciale (somme de TA à RB) | | | (1 561) | 11 771 |
| TB | Ventes - hydrocarbures B | + | 21 | 417 584 | 476 993 |
| TC | Travaux, services vendus C | + | 21 | 2 351 | 3 553 |
| TD | Produits accessoires D | + | 21 | - | - |
| XB | Chiffre d'affaires (A+B+C+D) | | | 419 935 | 491 298 |
| TE | Production stockée - hydrocarbures ou déstockage | + | 21 | (1 756) | 10 333 |
| TF | Production immobilisée (7) | + | 21 | 93 630 | 104 866 |
| TG | Subvention d'exploitation | + | 21 | - | - |
| TH | Autres produits et frais d'exploitation à charge de tiers (8) | + | 21 | - | 590 |
| TI | Transfert de charges d'exploitation | + | 12 | 3 913 | - |
| RC | Achats de matières premières et fournitures liées | - | 22 | - | (16 391) |
| RD | Variation de stocks de matières premières et fournitures liées | - | 6 | - | - |
| RE | Autres achats | - | 22 | (96 624) | (17 264) |
| RF | Variation de stocks d'autres approvisionnements | -/+ | 6 | (2 146) | (4 287) |
| RG | Transports | - | 23 | (41 288) | (22 654) |
| RH | Services extérieurs | - | 24 | (79 152) | (111 012) |
| RI | Impôts, taxes | - | 25 | (64 304) | (159 352) |
| RJ | Autres charges | - | 26 | (16 084) | (432) |
| XC | Valeur ajoutée (XB+RA+RB) + (somme TE à RJ) | | | 214 563 | 276 713 |
| RK | Charges de personnel | - | 27 | (35 658) | (32 467) |
| XD | Excédent brut d'exploitation (XC+RK) | | | 178 905 | 244 246 |
| TJ | Reprises d'amortissements, provisions et dépréciations | + | 28 | 59 752 | 162 985 |
| RL | Dotations aux amortissements, aux provisions et dépréciations | - | 3C&28 | (217 843) | (293 928) |
| XE | Résultat d'exploitation (XD+TJ+RL) | | | 20 814 | 113 302 |
| TK | Revenus financiers et assimilés | + | 29 | 47 899 | 18 392 |
| TL | Reprises de provisions et dépréciations financières | + | 28 | - | - |
| TM | Transfert de charges financières | + | 12 | - | - |
| RM | Frais financiers et charges assimilées | - | 29 | (2 000) | (2 954) |
| RN | Dotations aux provisions et dépréciations financières | - | 3C&28 | - | - |
| XF | Résultat financier (somme de TK à RN) | | | 45 899 | 15 438 |
| XG | RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES (XE+XF) | | | 66 713 | 128 740 |
| TN | Produits des cessions d'immobilisations | + | 3D | 44 | 1 419 |
| TO | Autres produits HAO | + | 30 | 6 | - |
| RO | Valeurs comptables des cessions d'immobilisations | - | 3D | (1 258) | 424 |
| RP | Autres charges HAO | - | 30 | - | - |
| XH | Résultat HAO (somme TN à RP) | | | (1 208) | 1 843 |
| RQ | Participation des travailleurs | - | 30 | - | - |
| RS | Impôts sur les sociétés | - | | (500) | - |
| XI | RÉSULTAT NET (XG + XH + RQ + RS) | | | 65 005 | 130 583 |

Bilan (en k\$)

| Au 31 décembre 2023 | | 2023 | | | 2022 |
|---|----------|------------------|-------------------|------------------|------------------|
| | Note | Brut | Amort. et dépréc. | Net | Net |
| ACTIF (en k\$) | | | | | |
| AD Immobilisations incorporelles | 3 | 1 820 250 | 1 765 173 | 55 077 | 61 371 |
| AE Frais de développement et de prospection | | 1 503 445 | 1 503 445 | - | - |
| AF Brevets, licences, logiciels, et droits similaires | | 316 805 | 261 728 | 55 077 | 61 371 |
| AI Immobilisations corporelles | 3 | 6 164 491 | 5 701 323 | 463 169 | 568 056 |
| AJ Terrains | | 23 876 | 22 258 | 1 618 | 1 618 |
| AK Bâtiments | | 138 308 | 127 549 | 10 758 | 13 490 |
| AL Aménagements, agencements et installations | | 5 892 019 | 5 445 992 | 446 027 | 547 993 |
| AM Matériel, mobilier et actifs biologiques | | 108 200 | 103 472 | 4 728 | 4 644 |
| AN Matériel de transport | | 2 089 | 2 051 | 38 | 311 |
| AQ Immobilisations financières | 4 | 322 634 | 2 726 | 319 907 | 305 814 |
| AS Autres immobilisations financières | | 322 634 | 2 726 | 319 907 | 305 814 |
| AZ TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ | | 8 307 374 | 7 469 221 | 838 153 | 935 241 |
| BB Stocks et encours | 6 | 83 652 | 53 192 | 30 460 | 29 150 |
| BG Créances et emplois assimilés | | 268 774 | 105 | 268 669 | 249 997 |
| BH Fournisseurs, avances versées | 17 | 18 643 | - | 18 643 | 12 619 |
| BI Clients | 7 | 138 700 | 35 | 138 666 | 118 986 |
| BJ Autres créances | 8 | 111 430 | 70 | 111 359 | 118 392 |
| BK Total actif circulant | | 352 425 | 53 297 | 299 129 | 279 148 |
| BQ Titres de placement | | - | - | - | - |
| BT Banques, chèques postaux, caisse et assimilés | 11 | 677 145 | - | 677 145 | 683 991 |
| BT Total trésorerie - Actif | | 677 145 | - | 677 145 | 683 991 |
| BU Écarts de conversion Actif | 12 | 16 127 | - | 16 127 | 19 406 |
| BZ TOTAL GÉNÉRAL | | 9 353 072 | 7 522 518 | 1 830 554 | 1 917 785 |

| Au 31 décembre 2023 | | 2023 | | 2022 |
|--|-----------|------------------|----------|------------------|
| | Note | Net | Net | Net |
| PASSIF (en k\$) | | | | |
| CA Capital | 13 | 76 500 | - | 76 500 |
| CE Écart de réévaluation | | - | - | - |
| CG Réserves libres | 14 | 15 436 | - | 15 436 |
| CF Autres réserves | | - | - | - |
| CH Report à nouveau (+ ou -) | 14 | 975 294 | - | 944 711 |
| CJ Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -) | | 65 005 | - | 130 583 |
| CM Provisions réglementées | 15 | 27 922 | - | 57 310 |
| CP Total capitaux propres et ressources assimilées | 10 | 1 160 157 | - | 1 224 540 |
| DA Emprunts et dettes financières diverses | | - | - | - |
| DC Provisions pour risques et charges | 16 | 504 120 | - | 501 083 |
| DD Total dettes financières et ressources assimilées | | 504 120 | - | 501 083 |
| DF TOTAL RESSOURCES STABLES | | 1 664 277 | - | 1 725 622 |
| DI Clients, avances reçues | | - | - | - |
| DJ Fournisseurs d'exploitation | 17 | 91 106 | - | 92 759 |
| DK Dettes fiscales et sociales | 18 | 27 505 | - | 21 171 |
| DM Autres dettes | 19 | 14 260 | - | 31 805 |
| DN Provisions pour risques et charges à court terme | | - | - | - |
| DP Total passif circulant | | 132 871 | - | 145 735 |
| DQ Banques, crédit d'escompte | | - | - | - |
| DR Banques, établissements financiers et crédits de trésorerie | 20 | 1 991 | - | 13 371 |
| DT Total trésorerie - Passif | | 1 991 | - | 13 371 |
| DV Écarts de conversion Passif (V) | | 31 414 | - | 33 057 |
| DZ TOTAL GÉNÉRAL | | 1 830 554 | - | 1 917 785 |

Tableau de flux de trésorerie (en k\$)

| Au 31 décembre 2023 | | 2023 | 2022 |
|---|--|------------------|------------------|
| ZA | TRÉSORERIE NETTE AU 1^{er} JANVIER | 670 619 | 888 512 |
| FLUX DE DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES | | | |
| FA | Capacité d'Autofinancement Globale (CAFG) | 223 090 | 261 526 |
| FC | - Variation des stocks | 2 146 | (3 727) |
| FD | - Variation des créances | (15 463) | (70 739) |
| FE | + Variation passif circulant (1) | (14 506) | 12 272 |
| Variation du Besoin de Financement lié aux activités opérationnelles | | (27 823) | (62 193) |
| ZB | Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles | 195 266 | 206 787 |
| FLUX DE DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENTS | | | |
| FF | - Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles | (10) | (60 000) |
| FG | - Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles | (93 622) | (45 025) |
| FH | - Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières | (14 093) | (5 970) |
| FI | + Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles | - | - |
| FJ | + Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières | 16 994 | 11 350 |
| ZC | Flux de trésorerie provenant des opérations d'investissement | (90 731) | (99 645) |
| FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DU FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES | | | |
| FN | - Dividendes versés | (100 000) | (325 035) |
| ZD | Flux de trésorerie provenant du financement par les capitaux propres | (100 000) | (325 035) |
| FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DU FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX ÉTRANGERS | | | |
| ZF | - Remboursements des emprunts et autres dettes financières | - | - |
| ZG | Flux de trésorerie provenant du financement par les capitaux étrangers | - | - |
| ZF | Flux de trésorerie provenant des activités de financement | (100 000) | (325 035) |
| ZG | Variation de la trésorerie nette de la période (B+C+F) | 4 535 | (217 893) |
| | TRÉSORERIE NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2023 | 675 154 | 670 619 |

Variation des capitaux propres (en k\$)

| | Capital | Primes & réserves | Provisions réglementées | Total des capitaux propres |
|---------------------------------------|---------------|-------------------|-------------------------|----------------------------|
| CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2021 | 76 500 | 1 285 181 | 24 531 | 1 386 212 |
| Distribution des dividendes | - | (325 035) | | (325 035) |
| Résultat de l'exercice | - | 130 583 | | 130 583 |
| Provision PID - PIH ⁽¹⁾ | - | | 3 841 | 3 841 |
| Amortissements dérogatoires | - | | 28 937 | 28 937 |
| CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2022 | 76 500 | 1 090 729 | 57 310 | 1 224 539 |
| Distribution des dividendes | - | (100 000) | | (100 000) |
| Résultat de l'exercice | - | 65 005 | | 65 005 |
| Provision PID - PIH ⁽²⁾ | - | | (450) | (450) |
| Amortissements dérogatoires | - | | (28 937) | (28 937) |
| CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2023 | 76 500 | 1 055 734 | 27 922 | 1 160 157 |

⁽¹⁾ Dont dotation de l'exercice : 15,219 k\$ et reprise : 11,378 k\$.

⁽²⁾ Dont dotation de l'exercice : 12,475 k\$ et reprise : 12,925 k\$.

02



Annexes aux états financiers

TotalEnergies EP Gabon / Exercice 2023
Comptes sociaux selon le référentiel OHADA

| NOTES | INTITULÉS | Applicable ⁽¹⁾ | Non applicable |
|--------------|---|---------------------------|----------------|
| Note 1 | Dettes garanties par des sûretés réelles | | • |
| Note 2 | Informations obligatoires | • | |
| Note 3A | Immobilisations brutes | • | |
| Note 3B | Biens pris en location acquisition | | • |
| Note 3C | Immobilisations : amortissements | • | |
| Note 3D | Immobilisations : plus et moins-values de cession | • | |
| Note 3E | Informations sur les réévaluations effectuées par l'entité | | • |
| Note 3F | Tableau des charges immobilisées | | • |
| Note 4 | Immobilisations financières | • | |
| Note 5 | Actif circulant HAO | | • |
| Note 6 | Stocks et encours | • | |
| Note 7 | Clients | • | |
| Note 8 | Autres créances | • | |
| Note 9 | Titres de placement | | • |
| Note 10 | Valeurs à encaisser | | • |
| Note 11 | Disponibilités | • | |
| Note 12 | Écarts de conversion | • | |
| Note 13 | Capital | • | |
| Note 14 | Primes et réserves | • | |
| Note 15A | Provisions réglementées | • | |
| Note 15B | Autres fonds propres | | • |
| Note 16A | Dettes financières et ressources assimilées | • | |
| Note 16B | Engagements de retraite et avantages assimilés (méthode actuarielle) | • | |
| Note 16B bis | Engagements de retraite et avantages assimilés | | • |
| Note 16C | Actifs et passifs éventuels | | • |
| Note 17 | Fournisseurs | • | |
| Note 18 | Dettes fiscales et sociales | • | |
| Note 19 | Autres dettes | • | |
| Note 20 | Banques, crédit de trésorerie | • | |
| Note 21 | Chiffre d'affaires et autres produits | • | |
| Note 22 | Achats | • | |
| Note 23 | Transports | • | |
| Note 24 | Services extérieurs | • | |
| Note 25 | Impôts et taxes | • | |
| Note 26 | Autres charges | • | |
| Note 27A | Charges de personnel | • | |
| Note 27B | Effectifs, masse salariale et personnel extérieur | • | |
| Note 28 | Provisions et dépréciations inscrites au bilan | • | |
| Note 29 | Charges et revenus financiers | • | |
| Note 30 | Autres charges et produits HAO | • | |
| Note 31 | Répartition du résultat et autres éléments caractéristiques des cinq derniers exercices | • | |
| Note 32 | Production de l'exercice | | |
| Note 33 | Achats destinés à la production | | • |
| Note 34 | Fiche de synthèse des principaux indicateurs financiers | • | |
| Note 35 | Liste des informations sociales, environnementales et sociétales | • | |
| Note 36 | Tables des codes | | • |

⁽¹⁾ Seules les notes applicables sont présentées dans le présent document.

Informations obligatoires

A. Déclaration de conformité au SYSCOHADA

Les états financiers de TotalEnergies EP Gabon pour l'exercice de douze mois clos le 31 décembre 2023 ont été établis en conformité avec le système comptable OHADA et l'Acte uniforme relatif au droit comptable et à l'information financière.

B. Règles et méthodes comptables

Les états financiers pour l'exercice de douze mois clos le 31 décembre 2023 ont été établis en conformité avec le système comptable OHADA et l'Acte uniforme relatif au droit comptable et à l'information financière.

Immobilisations incorporelles

Ces immobilisations comprennent :

- des dépenses de géologie et de géophysique ;
- des forages d'exploration ;
- des droits miniers.

Dépenses de géologie et de géophysique

Les dépenses de géologie, de géophysique et de sondages d'exploration sont comptabilisées en immobilisations incorporelles et regroupées dans le poste « Exploration pétrolière et minière ». Ces dépenses sont amorties à 100 % l'année de leur engagement.

Forages d'exploration

Les puits d'exploration sont immobilisés et comptabilisés dans la rubrique « Exploration pétrolière et minière ».

Les puits d'exploration sont amortis à 100 % l'année du forage. Lorsqu'un puits est utilisé lors du développement d'un champ, l'amortissement précédemment pratiqué au titre de l'exploration est repris. Ce puits est alors amorti à compter de la date de mise en production du champ.

Droits miniers

Les droits miniers sont dits « non prouvés » si les droits acquis ne donnent pas directement accès à des réserves prouvées. Ces droits comprennent principalement des

bonus de signature, qui sont des dépenses engagées pour obtenir le droit d'explorer ou d'exploiter les hydrocarbures sur une zone spécifique.

Les droits miniers non prouvés sont immobilisés et comptabilisés en immobilisations incorporelles, sous la rubrique « Concessions et droits similaires, brevets, licences ». Les droits miniers non prouvés sont amortis à 100 % l'année de leur acquisition.

Les droits miniers sont dits « prouvés » si les droits acquis permettent l'accès à des réserves prouvées. Les droits prouvés comprennent principalement des bonus de signature tels que définis ci-dessus, et des bonus de production payés à l'occasion de l'atteinte de seuils de production relatifs à une période (à la hausse comme à la baisse), ou de seuils de production cumulée.

Bonus de signature

Les bonus de signature donnant accès à des réserves prouvées sont immobilisés sous la rubrique « Concessions et droits similaires, brevets, licences ».

Les bonus de signature sont amortis selon les clauses prévues par la Convention d'établissement du 19 avril 1971 et ses avenants.

Bonus de production

Les bonus de production sont provisionnés et immobilisés sous la rubrique « Concessions et droits similaires, brevets, licences » dès lors que l'obligation contractuelle de paiement acquiert une probabilité sur la base de l'analyse des profils de production correspondant aux réserves prouvées.

Les bonus de production sont amortis sur la base des clauses spécifiques prévues dans la Convention d'établissement ou, le cas échéant, dans les Contrats d'Exploitation en Partage de Production.

Immobilisations corporelles

Les coûts de développement et de production, incluant les coûts de forage de puits de développement et les coûts engagés pour la construction de capacités de production, sont immobilisés et regroupés en immobilisations corporelles. Ces immobilisations corporelles techniques spécifiques à l'activité sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur

coût de production par l'entreprise.

Les immobilisations acquises ou réalisées par TotalEnergies EP Gabon dans le cadre de l'avenant 31 et ayant fait l'objet d'un programme détaillé de développement présenté et approuvé par l'administration en charge des hydrocarbures, peuvent fiscalement être amorties linéairement sur une période de 3 ans à compter de la date d'investissement (article 15.2 tel que redéfini dans l'article 9 de l'avenant 31).

Le complément d'amortissement résultant de la différence entre les amortissements pratiqués sur une durée de trois exercices fiscaux sur des immobilisations acquises ou réalisées par la Société (amortissements fiscaux) et les amortissements pour dépréciation tels que résultant de l'application des règles habituelles, constitue un amortissement dérogatoire. Cette différence est comptabilisée au compte de provision pour amortissements dérogatoires.

Les amortissements relatifs aux autres immobilisations sont également calculés selon le mode linéaire, conformément à l'annexe 3 de l'avenant 31 à la Convention d'établissement du 19 avril 1971. La méthode d'amortissement linéaire reflète le rythme de consommation des avantages économiques.

Les durées d'amortissement sont précisées dans le tableau suivant :

Principales durées d'amortissement

| | |
|--|------------|
| Mobiliers, matériels de bureau, machines et outillages | 3-10 ans |
| Matériels de transport | 3-7 ans |
| Dépôts et équipements associés | 3-10 ans |
| Installations complexes spécialisées et pipelines | 3-10 ans |
| Constructions | 5-12,5 ans |

Les immobilisations en cours (installations, forages de développement) sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), ou à leur coût de production par la Société. Elles sont transférées en immobilisations définitive à la date de mise en service.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières regroupent les titres de participation et avances liées ainsi que les montants placés sur les comptes dédiés en prévision des travaux futurs de restitution des sites.

Les participations sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les provisions sont constituées en fonction des dernières informations connues sur la situation d'inventaire de la Société.

Dépréciation des actifs immobilisés

La valeur actuelle des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de perte de valeur de ces actifs.

La valeur actuelle correspond à la valeur d'utilité ou à la juste valeur diminuée des coûts de sortie lorsque celle-ci est plus élevée.

Les tests sont effectués aux bornes d'unités génératrices de trésorerie (UGT). Une UGT est un ensemble homogène de champs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs.

Les UGT de TotalEnergies EP Gabon sont définies comme des champs ou groupements de champs d'hydrocarbures intégrant des actifs industriels permettant la production, le traitement et l'évacuation de ces hydrocarbures.

La valeur d'utilité d'une UGT est déterminée par référence à la valeur des flux de trésorerie futurs actualisés attendus de ces champs, dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévues par la direction générale de la Société en lien avec la compagnie TotalEnergies SE. Lorsque cette valeur est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, une perte de valeur est enregistrée.

La transition énergétique aura un impact probable sur les prix futurs du pétrole et du gaz, et par conséquent sur la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles et corporelles de l'industrie du pétrole et du gaz.

Les principes appliqués pour la détermination des valeurs recouvrables sont les suivants :

- les flux de trésorerie ont été établis à partir des hypothèses retenues dans le budget 2024 et le plan stratégique de la Société approuvés par le Comité de direction et présentés au Conseil d'administration.

Ces hypothèses, incluant notamment les coûts opérationnels, les estimations de réserves d'hydrocarbures, les volumes produits et commercialisés futurs, représentent la meilleure estimation par le management de la Société de l'ensemble des conditions économiques et techniques pendant la durée de vie résiduelle des actifs ;

- la Société, s'appuyant notamment sur des données de demande globale d'énergie issues du *World Energy Outlook* publié par l'AIE depuis 2016 et sur ses propres évaluations de l'offre et de la demande, établit des scénarios de prix du pétrole et du gaz en se fondant sur des hypothèses d'évolution d'indicateurs fondamentaux du secteur pétrolier (la demande en hydrocarbures sur les différents marchés, les prévisions d'investissement, le déclin des champs en production, l'évolution des réserves d'hydrocarbures et de l'offre par région et par qualité d'hydrocarbures) et en intégrant l'enjeu « climat » ;

- Ces scénarios de prix élaborés au sein de la direction Financière prennent en compte également les études publiées par des agences internationales, des banques et des consultants indépendants. Ils sont ensuite approuvés par le Comité direction et présentés au Conseil d'administration ;

- Le *World Energy Outlook 2021* de l'AIE prévoit quatre scénarios qui sont des références importantes pour la Société : le *STEPS (Stated Policies Scenario)* et l'*APS (Announced Pledges Scenario)* à court / moyen terme, le *SDS (Sustainable Development Scenario)* à moyen / long terme, et le *NZE (Net Zero Emissions by 2050)* à long terme ;

- Le *STEPS* n'intègre que les mesures climatiques déjà implémentées à ce jour dans le monde et celles en cours de développement. L'*APS* intègre, pour sa part, les ambitions climatiques déclarées à ce jour dans le monde, dont les *NDCs (Nationally Determined Contributions)* et les ambitions de neutralité carbone. Selon l'AIE, il est associé à une élévation de température autour de 1,7°C. Ce scénario est compatible avec l'objectif de l'Accord de Paris de limiter l'élévation de température « nettement en dessous de 2°C ». Le *NZE* de l'AIE se comprend comme étant l'ensemble des actions à réaliser pour être compatible avec un scénario 1,5°C en 2050 (sans *overshooting*). Ce scénario normatif n'a donc pas

de caractère prédictif sur la demande de pétrole à court et moyen terme, et donc les scénarios de prix qu'il propose n'intègrent pas une évolution « réaliste » de la demande. En effet, ce scénario prévoit que la demande de pétrole baisse de 20 % entre 2022 et 2030 alors que, selon les projections de l'AIE, la demande de pétrole en 2024 sera plus élevée qu'en 2023 et continuera de croître jusqu'en 2028. Selon les projections d'autres sociétés énergétiques ou de consultants, la demande commence-rait plutôt à décliner vers 2030 (le *pic Oil* chez *Wood MacKenzie* en 2032, chez *IHS inflections* en 2028) ;

- Au-delà de la décennie 2020-2030, la trajectoire de prix du pétrole retenue par la Société converge à long terme vers le prix retenu en 2050 par le scénario *NZE* de l'AIE, soit 25,5\$/2023/b ; les prix retenus pour le gaz, énergie de transition (*transition fuel*), se stabilisent d'ici 2025 et jusqu'en 2040 à des niveaux plus faibles que les niveaux de prix actuels pour converger vers les prix du scénario *NZE* de l'AIE en 2050.

La trajectoire de prix du pétrole retenue par la Société repose sur les hypothèses suivantes :

- La demande de pétrole a connu une croissance soutenue post crise Covid-19 accompagnant la reprise économique mondiale qui a généré des tensions fortes sur les prix de l'énergie à partir de mi-2021, lesquelles se sont exacerbées en 2022 avec la guerre en Ukraine. En dépit des risques de récession qui pèsent sur l'Europe en particulier, la demande globale de liquide en 2024 devrait être supérieure à celle de 2019 pré-crise, notamment grâce à l'abandon des mesures de confinement en Chine qui a permis le redémarrage de l'activité industrielle. Elle devrait continuer de croître à horizon 2030, dans un contexte de croissance soutenue de la demande mondiale d'énergie. En effet, la croissance de la population et du niveau de vie, notamment dans les pays émergents, devraient soutenir la consommation de pétrole, et ce malgré l'électrification progressive des transports et les gains d'efficacité des moteurs thermiques, principalement dans les pays développés. Dans ce contexte, les prix resteraient soutenus à court terme par les coupes de production historiques décidées (et appliquées dans les faits) par les membres de la coalition OPEP+. Aux États-Unis, la production 2023 est anticipée supérieure à celle de 2019 et

des capacités de croissance supplémentaire d'huile de schiste dans les années suivantes semblent faire consensus. Cependant la consolidation récente du secteur (Permien, DJ et Bakken) devrait renforcer une discipline sur la rentabilité de ces investissements et donc en contenir la croissance.

→ La trajectoire de prix retenue reflète l'analyse de la Société selon laquelle la faiblesse des investissements dans l'amont pétrolier depuis la crise pétrolière de 2015 et accentuée par la crise sanitaire et économique de 2020 (-30 % selon l'AIE), et le déclin naturel des champs actuellement en production, conduisent à un équilibre mondial offre-demande qui restera tendu jusqu'à 2030. Ainsi, dans le scénario retenu, le prix du Brent se stabilise à 70\$2023/b de 2025 à 2030. Les évolutions observées en 2023, en particulier la reprise de la demande post Covid-19 en Chine et les réductions de production de l'OPEP+, justifient ce niveau de prix dès 2025.

→ Au-delà de 2030, compte tenu des évolutions technologiques, notamment dans le domaine des transports, la demande de pétrole ne devrait plus connaître de croissance et le scénario de prix utilisé décroît linéairement pour atteindre 50\$2023/b en 2040, puis 25,5\$2023/b en 2050, en ligne avec le scénario NZE.

de données historiques de marché. Ce taux s'élevait à 8 % en 2022 et 7 % en 2021. La valeur d'utilité fondée sur les flux de trésorerie après impôt définis ci-dessus actualisés à un taux de 8 % après impôt n'est pas significativement différente de la valeur d'utilité fondée sur les flux de trésorerie avant impôt actualisés à un taux avant impôt, ce dernier étant déterminé par un calcul itératif fondé sur la valeur d'utilité après impôt. Les taux d'actualisation avant impôt ainsi déterminés se situent généralement entre 7 % et 14 %.

TotalEnergies EP Gabon continuera de revoir ses hypothèses de prix à mesure que la transition énergétique progresse et cela pourra conduire à des charges de dépréciations complémentaires dans le futur.

Au cours de l'exercice 2023, aucune dépréciation d'actifs n'a été constatée.

Stocks et en-cours

Stocks de matières premières et autres approvisionnements

Les stocks sont évalués suivant la méthode du Coût Moyen Pondéré. La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires majorés des frais de douane et de transit. Une provision pour dépréciation des stocks de matières consommables est constatée en fonction de l'ancienneté des stocks.

Créances et dettes

Clients et fournisseurs

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances et dettes en devises sont évaluées au cours de la date de clôture de l'exercice. Les écarts sur le taux de change résultant de cette évaluation sont comptabilisés au bilan dans un compte d'écart de conversion.

Positions de sur et sous enlèvement des stocks d'hydrocarbures

Les stocks d'hydrocarbures sont valorisés au coût de production comprenant les frais de champ, le transport et l'amortissement des biens concourant à la production, ainsi que la redevance de production.

Une provision pour dépréciation des stocks d'hydrocarbures est constatée par qualité de brut lorsque le coût de production est supérieur au prix de vente à la clôture.

Disponibilités

Les disponibilités en devises sont converties sur la base des cours de change à la clôture de l'exercice, le gain ou la perte de change est inscrit dans les charges et produits financiers de l'exercice clos.

Charges de personnel extérieur

Les charges de personnel extérieur se rapportent à des contrats de prestations de service et sont classées en tant que telles dans les services extérieurs au compte de résultat.

Reprises de provision hors activités ordinaires

Les reprises de provisions hors activités ordinaires (HAO) concernent les amortissements dérogatoires.

Provisions réglementées

Conformément à la Convention d'établissement du 19 avril 1971 et à ses avenants, les provisions réglementées comprennent une Provision pour Investissements Diversifiés (PID) et une Provision pour Investissements dans les Hydrocarbures (PIH) dont les montants annuels ne peuvent pas excéder un pourcentage déterminé du chiffre d'affaires sous régime convention de la Société. La dotation de la période figure en charges d'exploitation ordinaire. Les utilisations de la période font l'objet de reprises de provision comptabilisées en produits d'exploitation ordinaires.

Provisions pour restitution des sites

Suivant les règles en vigueur dans la profession, les travaux futurs pour abandon de puits et restitution des sites font l'objet d'un chiffrage prévisionnel. Les coûts qui en résultent sont corrigés de l'inflation jusqu'à la date prévue des travaux et provisionnés progressivement en fonction de la durée de vie des champs ou de la date prévue des travaux, selon une formule de calcul contractuelle, établie dans :

→ L'avenant 31 à la Convention d'établissement du 19 avril 1971 pour les champs régis par la Convention ;

→ Les Contrats d'Exploitation et de Partage de Production pour les champs opérés sous le régime de partage de production. Les montants provisionnés sont placés sur des comptes bancaires dédiés.

La dotation annuelle de la provision tient compte du rythme de capitalisation des intérêts dégagés sur les comptes bancaires dédiés.

La dotation aux provisions est comptabilisée en charges d'exploitation. Les intérêts dégagés sur les comptes bancaires dédiés sont comptabilisés en produits financiers.

Autres provisions pour risques et charges

Provision pour indemnité de services rendus

Cette provision, fondée sur les dispositions des accords collectifs d'entreprise du 21 octobre 1994 est calculée sur la moyenne mensuelle du salaire global des douze derniers mois par année de présence continue suivant les hypothèses et taux en fonction de l'ancienneté ci-contre :

- Taux d'actualisation : 3,95 %
- Augmentation du salaire de base : 4,25 %
- Taux d'inflation : 2,70 %

| | |
|--------------------------|------|
| Jusqu'à 15 ans | 30 % |
| De 16 ans jusqu'à 25 ans | 35 % |
| De 26 ans jusqu'à 30 ans | 40 % |
| Au-delà de 31 ans | 45 % |

Intéressement des salariés

L'intéressement calculé suivant les dispositions du protocole d'accord signé le 27 juillet 2021 par les délégués du personnel et la Direction de la Société est comptabilisé dans les charges de personnel.

Impôts

La charge présentée au compte de résultat est une charge d'impôt courant comprenant :

- la charge d'impôt relatif aux champs opérés sous le régime de la Convention. Le taux d'imposition appliqué au résultat généré par ces activités est de 55 % depuis l'entrée en vigueur de l'Avenant 33 à la Convention d'établissement ;
- la charge d'impôt relatif aux activités non rattachées à la production d'hydrocarbures (essentiellement des produits financiers sur placements). Le taux d'imposition appliqué à ces activités s'élève à 30 %.

Cette charge d'impôt ne comprend pas la charge de dotation aux Provisions pour Investissements Diversifiés (PID) et aux Provisions pour Investissements dans les Hydrocarbures (PIH), intégralement comptabilisées en résultat d'exploitation.

C. Dérogations aux postulats et conventions comptables

Les postulats conventions comptables ont été respectés sans aucune dérogation.

D. Informations complémentaires relatives au bilan, au compte de résultat et au tableau de flux de trésorerie

TotalEnergies EP Gabon accueille depuis le 20 novembre 2023, les Inspecteurs-Vérificateurs de l'Administration fiscale du ministère de l'Économie et des Participations de la République gabonaise, pour une mission de vérification générale de la comptabilité des exercices 2019 à 2023. Le risque potentiel inhérent à cette mission a été pris en compte dans les états financiers clos au 31 décembre 2023.

NOTE 3A. Immobilisations brutes

| Exercice de 12 mois clos le 31/12/2023 (en k\$) | A | AUGMENTATIONS B | | DIMINUTIONS C | D = A + B + C |
|---|--|----------------------------------|-------------------------|-----------------------------------|---|
| | Montant brut à l'ouverture de l'exercice | Acquisitions, Apports, Créations | Virements poste à poste | Cessions, Scissions, Hors-service | Montant brut à la clôture de l'exercice |
| Immobilisations incorporelles | 1 820 239 | 10 | - | - | 1 820 250 |
| Frais de développement et de prospection | 1 503 434 | 10 | - | - | 1 503 445 |
| Brevets, licences, logiciels, et droits similaires | 316 805 | - | - | - | 316 805 |
| Fonds commercial et droit au bail | - | - | - | - | - |
| Immobilisations corporelles | 6 085 660 | 93 622 | (0) | (14 790) | 6 164 491 |
| Terrains | 23 876 | - | - | - | 23 876 |
| Bâtiments | 151 337 | 901 | 566 | (14 496) | 138 308 |
| Aménagements, agencements et installations | 5 800 489 | 92 250 | (720) | - | 5 892 019 |
| Matériel, mobilier et actifs biologiques | 107 908 | 334 | 154 | (196) | 108 200 |
| Matériel de transport | 2 050 | 137 | 0 | (97) | 2 089 |
| Avances et acomptes versés sur immobilisations | - | - | - | - | - |
| Immobilisations financières | 308 540 | 14 093 | - | - | 322 634 |
| Autres immobilisations financières | 308 540 | 14 093 | - | - | 322 634 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 8 214 439 | 107 725 | (0) | (14 790) | 8 307 374 |

Commentaire sur les immobilisations corporelles et incorporelles : les investissements pétroliers s'élevèrent à 94 M\$ en 2023, en baisse de 13 % par rapport à 2022. Ils comprennent principalement la campagne d'intervention sur les puits, des travaux d'intégrité sur les sites, diverses opérations sur les installations et études dont celles relatives à la réduction de l'empreinte carbone sur nos activités.

Commentaire sur les immobilisations financières : la hausse observée est essentiellement composée de la variation nette du fonds RES pour 14 M\$ correspondant aux intérêts de la période.

NOTE 3C. Immobilisations : amortissements

| Exercice de 12 mois clos le 31/12/2023 (en k\$) | A | B | C | D = A + B + C |
|--|--|---------------------------------------|--|---|
| | Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice | Augmentation : dotation de l'exercice | Diminutions : amortissements relatifs aux éléments sortis de l'actif | Cumul des amortissements à la clôture de l'exercice |
| Immobilisations incorporelles | 1 758 868 | 6 304 | - | 1 765 173 |
| Frais de développement et de prospection | 1 503 434 | 10 | - | 1 503 445 |
| Brevets, licences, logiciels, et droits similaires | 255 434 | 6 294 | - | 261 728 |
| Fonds commercial et droit au bail | - | - | - | - |
| Immobilisations corporelles | 5 517 604 | 197 250 | 13 531 | 5 701 323 |
| Terrains | 22 258 | - | - | 22 258 |
| Bâtiments | 137 848 | 2 940 | 13 238 | 127 549 |
| Aménagements, agencements et installations | 5 252 497 | 193 496 | - | 5 445 992 |
| Matériel, mobilier et actifs biologiques | 103 263 | 405 | 196 | 103 472 |
| Matériel de transport | 1 739 | 410 | 97 | 2 051 |
| Immobilisations financières | 2 726 | - | - | 2 726 |
| Autres immobilisations financières | 2 726 | - | - | 2 726 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 7 279 198 | 203 554 | 13 531 | 7 469 221 |

NOTE 3D. Immobilisations : plus ou moins values de cession

| Exercice de 12 mois clos le 31/12/2023 (en k\$) | A | B | C = A - B | D | E = D - C |
|--|---------------|--------------------------|------------------------|-----------------|--------------------------|
| | Montant brut | Amortissements pratiqués | Valeur nette comptable | Prix de cession | Plus-value (Moins-value) |
| Immobilisations incorporelles | - | - | - | - | - |
| Frais de développement et de prospection | - | - | - | - | - |
| Brevets, licences, logiciels, et droits similaires | - | - | - | - | - |
| Fonds commercial et droit au bail | - | - | - | - | - |
| Immobilisations corporelles | 14 790 | 13 531 | 1 258 | - | (1 258) |
| Terrains | - | - | - | - | - |
| Bâtiments | 14 496 | 13 238 | 1 258 | - | - |
| Aménagements, agencements et installations | - | - | - | - | - |
| Matériel, mobilier et actifs biologiques | 196 | 196 | - | - | - |
| Matériel de transport | 97 | 97 | - | - | - |
| Immobilisations financières | - | - | - | - | - |
| Autres immobilisations financières | - | - | - | - | - |
| TOTAL GÉNÉRAL | 14 790 | 13 531 | 1 258 | - | (1 258) |

Commentaire : le résultat de cession est lié au transfert d'un immeuble à la République gabonaise.

NOTE 4. Immobilisations financières

| Exercice de 12 mois clos le 31/12/2023 (en k\$) | 2023 | 2022 | Variation en % | Créances à 1 an au plus | Créances à plus d'1 an et à 2 ans au plus | Créances à plus de 2 ans |
|---|----------------|----------------|----------------|-------------------------|---|--------------------------|
| Titres de participations | - | - | - | - | - | - |
| Prêts et créances | 309 449 | 295 442 | 5 % | - | - | 309 449 |
| Prêts au personnel | 10 285 | 10 199 | 1 % | 2 571 | 2 571 | 5 142 |
| Créances sur l'État | 146 | 146 | 0 % | - | - | 146 |
| Dépôts et cautionnements | 27 | 26 | 5 % | - | - | 27 |
| Autres prêts long terme | 2 726 | 2 726 | 0 % | - | - | 2 726 |
| Intérêts courus | - | - | - | - | - | - |
| Total brut | 322 634 | 308 540 | 5 % | 2 571 | 2 571 | 317 491 |
| Dépréciation autres immobilisations financières | (2 726) | (2 726) | 0 % | - | - | (2 726) |
| Total dépréciations | (2 726) | (2 726) | 0 % | - | - | (2 726) |
| TOTAL NET DE DÉPRÉCIATIONS | 319 907 | 305 814 | 5 % | 2 571 | 2 571 | 314 765 |

La variation des Prêts et créances pour 14 M\$ correspondant aux intérêts du fonds RES.

NOTE 6. Stocks et en-cours

| Exercice de 12 mois clos le 31/12/2023 (en k\$) | 2023 | 2022 | Variation en % |
|---|-----------------|-----------------|----------------|
| Autres approvisionnements | 83 652 | 85 797 | -3 % |
| Total brut | 83 652 | 85 797 | -3 % |
| Dépréciation des stocks | (53 192) | (56 647) | -6 % |
| Total dépréciations | (53 192) | (56 647) | -6 % |
| TOTAL NET DE DÉPRÉCIATIONS | 30 460 | 29 150 | 4 % |

Commentaire sur la ligne autres approvisionnements : la baisse est principalement liée à l'effort de réduction des coûts.

Commentaire sur la ligne dépréciation des stocks : reprise de provision liée à la vente du matériel ayant fait l'objet d'une dépréciation.

NOTE 7. Clients

| Exercice de 12 mois clos le 31/12/2023 (en k\$) | 2023 | 2022 | Variation en % | Créances à 1 an au plus | Créances à plus d'1 an et à 2 ans au plus | Créances à plus de 2 ans |
|---|----------------|----------------|----------------|-------------------------|---|--------------------------|
| Clients | 138 700 | 119 021 | 17 % | 138 700 | - | - |
| Total brut clients | 138 700 | 119 021 | 17 % | 138 700 | - | - |
| Dépréciation des comptes clients | (35) | (35) | 0 % | (35) | - | - |
| Total dépréciations | (35) | (35) | 0 % | (35) | - | - |
| TOTAL NET DE DÉPRÉCIATIONS | 138 665 | 118 986 | 17 % | 138 666 | - | - |

Commentaire sur la ligne clients : la hausse des créances clients est due principalement au retard de paiement d'un de nos clients et de l'enlèvement effectué en fin d'année (en 2022 pas d'enlèvement en décembre).

NOTE 8. Autres créances

| Exercice de 12 mois clos le 31/12/2023 (en k\$) | 2023 | 2022 | Variation en % | Créances à 1 an au plus | Créances à plus d'1 an et à 2 ans au plus | Créances à plus de 2 ans |
|---|----------------|----------------|----------------|-------------------------|---|--------------------------|
| Personnel | 4 716 | 3 750 | 26 % | 4 716 | - | - |
| Organismes sociaux | 1 736 | 1 231 | 41 % | 1 736 | - | - |
| État et collectivités locales | 64 084 | 62 472 | 3 % | 64 084 | - | - |
| Apporteurs, associés et groupe | 36 225 | 47 011 | -23 % | 36 225 | - | - |
| Autres débiteurs divers | 4 668 | 3 928 | 19 % | 4 668 | - | - |
| Total brut autres créances | 111 430 | 118 392 | -6 % | 111 430 | - | - |
| Dépréciation des autres créances | (70) | - | - | (70) | - | - |
| Total dépréciations | (70) | - | - | (70) | - | - |
| TOTAL NET DE DÉPRÉCIATIONS | 111 359 | 118 392 | -1 % | 111 430 | - | - |

Commentaires sur la ligne État et collectivités locales : augmentation est principalement liée à la hausse de la TVA déductible pour 14 M\$ et compensé par le retournement de la position du solde de Redevance Minière Proportionnelle pour -13 M\$.

Commentaires sur la ligne Apporteurs, associés et groupe : la baisse s'explique principalement par la position sous-enleveur à la fin de l'exercice pour 13 M\$.

NOTE 11. Disponibilités

| Exercice de 12 mois clos le 31/12/2023 (en k\$) | 2023 | 2022 | Variation en % |
|---|----------------|----------------|----------------|
| Banques locales | 1 551 | 5 782 | -73 % |
| Autres banques | 675 589 | 678 204 | 0 % |
| Caisse | - | 1 | -97 % |
| Régies d'avance | 6 | 3 | 62 % |
| TOTAL DISPONIBILITÉS | 677 145 | 683 991 | -1 % |

Commentaire sur la ligne Banques locales : forte diminution des banques locales liée à un gros volume d'opérations en fin d'année en lien avec nos fournisseurs locaux.

NOTE 12. Écarts de conversion

| Exercice de 12 mois clos le 31/12/2023 (en k\$) | Devises | Montant en devises | Cours UML année acquisition en k\$ | Cours UML au 31/12/2023 en k\$ | Variation en valeur absolue en k\$ |
|---|---------|--------------------|------------------------------------|--------------------------------|------------------------------------|
| Écarts de conversion actif (détail) | | | | | 16 127 |
| Prêts Personnel & Caution | EUR | 890 | 1 027 | 984 | 43 |
| Prêts Personnel & Caution | XAF | 5 547 183 | 11 686 | 9 345 | 2 341 |
| Fournisseurs | EUR | 1 329 | 2 081 | 1 468 | 613 |
| Fournisseurs | XAF | 1 344 518 | 2 903 | 2 265 | 638 |
| Fournisseurs | CHF | - | - | - | - |
| Clients | EUR | 473 | 526 | 522 | 4 |
| Clients | XAF | 612 095 | 1 162 | 1 031 | 131 |
| Personnel | EUR | 4 205 | 4 906 | 4 647 | 259 |
| Personnel | XAF | (1 219 572) | (1 615) | (2 054) | 439 |
| État | EUR | 154 513 | 199 518 | 198 331 | 1 187 |
| État | XAF | 29 602 299 | 60 035 | 49 867 | 10 169 |
| État | CHF | (475) | (375) | (567) | 192 |
| Autres | EUR | 558 | 632 | 616 | 16 |
| Autres | XAF | 1 606 407 | 2 801 | 2 706 | 95 |
| Autres | CHF | - | - | - | - |
| Écarts de conversion passif (détail) | | | | | -31 414 |
| Prêts Personnel & Caution | CHF | 19 | 19 | 23 | (4) |
| Prêts Personnel & Caution | EUR | 223 | 238 | 247 | (9) |
| Prêts Personnel & Caution | XAF | 27 879 | 46 | 47 | (1) |
| Clients | EUR | 10 | 11 | 11 | (0) |
| Clients | XAF | 18 844 250 | 28 509 | 31 744 | (3 235) |
| Fournisseurs | EUR | (557) | (759) | (616) | (143) |
| Fournisseurs | XAF | 3 168 346 | 5 277 | 5 337 | (60) |
| Fournisseurs | GBP | - | - | - | - |
| Personnel | EUR | (15) | (18) | (16) | (2) |
| Personnel | XAF | (6 062 570) | (10 804) | (10 213) | (592) |
| État | EUR | (14 435) | (19 476) | (15 951) | (3 525) |
| État | XAF | (154 839 971) | (312 274) | (288 432) | (23 842) |
| État | GBP | (13) | (20) | (17) | (3) |
| Autres | EUR | (1) | (1) | (1) | (0) |
| Autres | XAF | - | - | - | - |

NOTE 13. Capital

Exercice d'une durée de 12 mois, clos le 31/12/2023 (en k\$)

| Actionnaires | Nationalité | Natures d'actions ou parts | Nombre | Montant total | Cessions ou remboursement en cours d'exercice |
|---|-------------|----------------------------|------------------|---------------|---|
| TotalEnergies Holdings SAS ⁽¹⁾ | Française | Ordinaires | 2 622 380 | 44 580 | - |
| République gabonaise | Gabonaise | Ordinaires | 1 125 000 | 19 125 | - |
| Public | - | Ordinaires | 752 620 | 12 795 | - |
| TOTAL | | | 4 500 000 | 76 500 | |

La valeur nominale de l'action est de 17 dollars.

⁽¹⁾ Filiale de TotalEnergies SE

NOTE 14. Primes et réserves

Exercice d'une durée de 12 mois, clos le 31/12/2023 (en k\$)

| Libellés | 2023 | 2022 | Variation en valeur absolue |
|-------------------------------------|------------------|------------------|-----------------------------|
| Réserves légales | 15 300 | 15 300 | - |
| Réserves statutaires | - | - | - |
| Autres réserves | 136 | 136 | - |
| Total réserves indisponibles | 15 436 | 15 436 | - |
| Réserves libres | - | - | - |
| Report à nouveau | (975 294) | (944 711) | (30 583) |

Commentaire sur la ligne Report à nouveau : la variation provient de l'intégration du bénéfice de 130,583 k\$ constatée en 2022 et du versement des dividendes à hauteur de 100 M\$ en 2023.

NOTE 15A. Provisions réglementées

Exercice d'une durée de 12 mois, clos le 31/12/2023 (en k\$)

| Libellés | 2023 | 2022 | Variation en valeur absolue | Variation en % | Régime fiscal | Échéances |
|--|---------------|---------------|-----------------------------|----------------|-------------------|-----------|
| Provisions pour investissements | 27 922 | 28 372 | (450) | -2 % | Convention / CEPP | > 5 ans |
| Autres provisions et fonds réglementés | - | 28 937 | (28 937) | 100 % | Convention | > 5 ans |
| TOTAL PROVISIONS RÉGLEMENTÉES | 27 922 | 57 310 | (29 388) | -51 % | | |

Les provisions pour investissement sont composées de la PID et de la PIH pour 450 k\$ de reprise nette. La baisse des autres provisions et fonds réglementés correspond à l'absence d'amortissement dérogatoire pratiqué au cours de l'exercice.

NOTE 16A. Dettes financières et ressources assimilées

| Exercice de 12 mois clos le 31/12/2023 (en k\$) | 2023 | 2022 | Variation en valeur absolue | Variation en % |
|--|----------------|----------------|-----------------------------|----------------|
| Provisions pour pensions et obligations assimilées | 4 717 | 4 740 | (23) | 0 % |
| Provisions pour restitutions des sites | 478 355 | 480 867 | (2 512) | -1 % |
| Autres provisions | 21 048 | 15 476 | 5 572 | 36 % |
| TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 504 120 | 501 083 | 3 037 | 1 % |

Commentaire sur la ligne Provisions pour restitutions des sites : la baisse provient principalement de la réévaluation des coûts estimés pour la restitution des sites.

Commentaire sur la ligne Autres provisions : la variation nette de la période correspond principalement à la dotation de 10 M\$ d'un litige éventuel avec un partenaire et la reprise de 6 M\$ d'exception d'audit comptabilisée en 2022.

NOTE 16B. Engagements de retraites et avantages assimilés (méthode actuarielle)

| Hypothèses actuarielles | 2023 | 2022 |
|-------------------------|--------|--------|
| Taux d'actualisation | 3,95 % | 3,75 % |
| Taux d'inflation | 2,70 % | 3,75 % |

Variation de la valeur de l'engagement de retraite au cours de l'exercice :

| Exercice de 12 mois clos le 31/12/2023 (en k\$) | 2023 | 2022 |
|---|--------------|--------------|
| OBLIGATION AU TITRES DES ENGAGEMENTS DE RETRAITE À L'OUVERTURE | 4 740 | 7 060 |
| Coût des services rendus au cours de l'exercice | 402 | 505 |
| Coût financier | - | - |
| Perte / (Gain) actuariel(e) | (1 038) | (3 401) |
| Prestations payées au cours de l'exercice | 13 | 576 |
| Coûts des services passés | - | - |
| OBLIGATION AU TITRES DES ENGAGEMENTS DE RETRAITE À LA CLÔTURE | 4 117 | 4 740 |

Commentaire : le gain actuariel de 1 038 k\$ est relatif à la revue du taux d'inflation du plan de pension (hypothèses actuarielles) effectuée en 2023.

NOTE 17. Fournisseurs

| Exercice de 12 mois clos le 31/12/2023 (en k\$) | 2023 | 2022 | Variation en % | Dettes à 1 an au plus | Dettes à plus d'1 an et à 2 ans au plus | Dettes à plus de 2 ans |
|---|---------------|---------------|----------------|-----------------------|---|------------------------|
| Fournisseurs | 1 720 | 3 205 | -46 % | 1 720 | - | - |
| Factures non parvenues | 89 386 | 89 554 | 0 % | 89 386 | - | - |
| Total fournisseurs | 91 106 | 92 759 | -2 % | 91 106 | - | - |
| Fournisseurs, avances et acomptes | 18 643 | 12 619 | 48 % | 18 643 | - | - |
| Autres fournisseurs débiteurs | - | - | - | - | - | - |
| Total fournisseurs débiteurs créditeurs | 18 643 | 12 619 | 48 % | 18 643 | - | - |

Commentaires sur la ligne Fournisseurs, avances et acomptes : la variation du poste est principalement liée aux avances des projets PID/PIH (projet d'éclairage de la ville de Port-Gentil et construction d'une unité d'imagerie médicale au Centre hospitalier régional).

NOTE 18. Dettes fiscales et sociales

| Exercice de 12 mois clos le 31/12/2023 (en k\$) | 2023 | 2022 | Variation en valeur absolue | Variation en % | Dettes à 1 an au plus | Dettes à plus d'1 an et à 2 ans au plus | Dettes à plus de 2 ans |
|---|---------------|---------------|-----------------------------|----------------|-----------------------|---|------------------------|
| Personnel avances et acomptes | 3 819 | 2 881 | 938 | 33 % | 3 819 | - | - |
| Personnels rémunérations dues | 17 | 15 | 2 | 12 % | 17 | - | - |
| Autres personnel | 9 359 | 7 230 | 2 129 | 29 % | 9 359 | - | - |
| Caisses de Sécurité Sociale | 159 | 105 | 53 | 51 % | 159 | - | - |
| Caisse de retraite | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres organismes sociaux | 2 113 | 2 080 | 33 | 2 % | 2 113 | - | - |
| Total dettes sociales | 15 466 | 12 310 | 3 156 | 26 % | 15 466 | - | - |
| États, impôts et taxes | 4 097 | 1 390 | 2 707 | 195 % | 4 097 | - | - |
| États, TVA | - | - | - | - | - | - | - |
| État, Impôt retenu à la source | 6 395 | 5 882 | 513 | 9 % | 6 395 | - | - |
| Autres dettes États | 1 548 | 1 589 | (41) | -3 % | 1 548 | - | - |
| Total dettes fiscales | 12 039 | 8 861 | 3 178 | 36 % | 12 039 | - | - |
| TOTAL DETTES SOCIALES ET FISCALES | 27 505 | 21 171 | 6 334 | 30 % | 27 505 | - | - |

Commentaire sur la ligne Autre personnel : augmentation de charge à payer du personnel (prime d'intéressement et congés payés) pour 1,8 M\$.

Commentaire sur la ligne États, impôts et taxes : la variation de la période correspond essentiellement à la RMP pour 4 M\$ et le reclassement de la retenue à la source sur la ligne « État, Impôt retenu à la source ».

Commentaire sur la ligne État, Impôts retenu à la source : il s'agit de l'augmentation de la dette relative aux Retenues à la Source 9,5 % et 20 %.

NOTE 19. Autres dettes

| Exercice de 12 mois clos le 31/12/2023 (en k\$) | 2023 | 2022 | Variation en valeur absolue | Variation en % | Dettes à 1 an au plus | Dettes à plus d'1 an et à 2 ans au plus | Dettes à plus de 2 ans |
|---|---------------|---------------|-----------------------------|----------------|-----------------------|---|------------------------|
| Associés, comptes courants | | | - | | - | - | - |
| Autres dettes associées | 14 171 | 25 662 | (11 491) | -45% | 14 171 | - | - |
| Total dettes associées | 14 171 | 25 662 | (11 491) | -45% | 14 171 | - | - |
| Autres créiteurs divers | 90 | 6 143 | (6 053) | -99% | 90 | - | - |
| Total créiteurs divers | 90 | 6 143 | (6 053) | -99% | 90 | - | - |
| TOTAL AUTRES DETTES | 14 260 | 31 805 | (17 544) | -55% | 14 260 | - | - |

Commentaire sur la ligne Autres dettes associées : la baisse s'explique principalement par la position sur-enleveur à la fin de l'exercice pour 14 M\$.

Commentaire sur la ligne Autres créiteurs divers : la variation de la période correspond principalement à la reprise de la dépréciation du stock d'hydrocarbures (6 M\$) liée à l'écart entre le coût de revient et le prix de marché.

NOTE 20. Banques, crédits de trésorerie

| Exercice de 12 mois clos le 31/12/2023 (en k\$) | 2023 | 2022 | Variation en % |
|---|--------------|---------------|----------------|
| Banques, crédit de trésorerie | 1 991 | 13 371 | -85 % |
| TOTAL BANQUES, CRÉDITS DE TRÉSORERIE | 1 991 | 13 371 | -85 % |

Commentaire sur la ligne Banques, crédit de trésorerie : la baisse s'explique par une meilleure gestion de notre trésorerie.

NOTE 21. Chiffre d'affaires et autres produits

| Exercice de 12 mois clos le 31/12/2023 (en k\$) | 2023 | 2022 | Variation en % |
|--|----------------|----------------|----------------|
| Ventes dans la région | - | 10 752 | -100 % |
| Ventes hors région | - | - | |
| Total ventes de marchandises | - | 10 752 | -100 % |
| Ventes dans la région | 5 651 | 92 | >100 % |
| Ventes hors région | 411 933 | 476 902 | -14 % |
| Total ventes d'hydrocarbures | 417 584 | 476 993 | -12 % |
| Ventes dans la région | 2 351 | 3 553 | -34 % |
| Ventes hors région | - | - | |
| Total ventes de travaux et services | 2 351 | 3 553 | -34 % |
| TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES | 419 935 | 491 298 | -15 % |
| Production stockée | (1 756) | 10 333 | >100 % |
| Production immobilisée | 93 630 | 104 866 | -11 % |
| Autres produits | - | 590 | -100 % |
| TOTAL AUTRES PRODUITS | 91 874 | 115 789 | -21 % |
| TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES ET AUTRES PRODUITS | 511 809 | 607 087 | -16 % |

Commentaire sur le chiffre d'affaires :

- Vente de marchandise : la baisse s'explique par l'absence d'achat de brut sur la période.
- Vente d'hydrocarbures : correspond au total des ventes du brut produit.
- Ventes de travaux et services correspond à la facturation des services (locations, refacturations prestations médicales, etc.).

Cette baisse s'explique par la détérioration du prix de vente sur la période compensée par des volumes vendus identiques à 2022.

Commentaire sur la ligne Production stockée : la hausse est principalement liée à la variation du stock d'hydrocarbures.

Commentaire sur la ligne Production immobilisée : la variation est liée à une baisse du niveau des investissements.

Commentaire sur la ligne Autres produits : la variation est principalement liée à la baisse des remboursements d'assurance sur sinistres constatés.

NOTE 22. Achats

| Exercice de 12 mois clos le 31/12/2023 (en k\$) | 2023 | 2022 | Variation en % |
|---|---------------|---------------|------------------|
| Achats de marchandises dans la région | 1 561 | (1 019) | >100 % |
| Matières consommables | 7 345 | 13 722 | -46 % |
| Fournitures d'atelier, d'usine et de magasin | 16 009 | 6 349 | >100 % |
| Électricité | 1 550 | 2 353 | -34 % |
| Autres énergies | 9 470 | 7 410 | 28 % |
| Achats d'études, prestations de services, de travaux matériels et équipements | 62 249 | 3 821 | >100 % |
| TOTAL ACHATS | 98 185 | 32 636 | >100 % |

Commentaire sur la ligne Achat de marchandises dans la région : aucun achat de brut n'a été effectué en 2023. Le solde de la période est lié aux achats de Gaz.

Commentaire sur la ligne Matières consommables : la baisse s'explique par l'optimisation de nos consommations de matières telles que les produits chimiques, les équipements de structures, etc.

Commentaire sur la ligne Fournitures, d'usine et de magasin : la hausse s'explique principalement par les achats de pièce de rechange pour le projet de *Pulling Unit*.

Commentaire sur la ligne Achats études, prestations de services, de travaux matériels et équipements : la forte variation s'explique par le reclassement des prestations de services de note 24 à la note 22.

NOTE 23. Transports

| Exercice de 12 mois clos le 31/12/2023 (en k\$) | 2023 | 2022 | Variation en % |
|---|---------------|---------------|----------------|
| Transport sur ventes | 16 652 | 15 135 | 0 % |
| Transport du personnel | 3 902 | 3 140 | 24 % |
| Transport de plis | - | - | |
| Autres transports | 20 734 | 19 514 | 6 % |
| TOTAL TRANSPORTS | 41 288 | 39 772 | 5 % |

Commentaires sur la ligne Autres transport : la hausse est principalement liée à la signature d'un nouveau contrat de navire de transport (Mamola Champion) sur la période.

NOTE 24. Services extérieurs

| Exercice de 12 mois clos le 31/12/2023 (en k\$) | 2023 | 2022 | Variation en % |
|---|---------------|---------------|----------------|
| Sous-traitance générale | 7 715 | 10 546 | -27 % |
| Locations et charges locatives | 8 112 | 3 752 | 116 % |
| Entretien, réparations et maintenance | 4 826 | 14 349 | -66 % |
| Primes d'assurances | 3 994 | 1 345 | 197 % |
| Autres charges externes | 54 505 | 65 885 | -17 % |
| TOTAL SERVICES EXTÉRIEURS | 79 152 | 95 877 | -17 % |

Commentaire sur la ligne :

La baisse globale des « services extérieurs » s'explique par les efforts d'optimisation de nos OPEX et par les différents reclassements effectués en 2023.

NOTE 25. Impôts et taxes

| Exercice de 12 mois clos le 31/12/2023 (en k\$) | 2023 | 2022 | Variation en % |
|---|---------------|----------------|----------------|
| Impôts et taxes indirects | 58 889 | 90 223 | -35 % |
| Autres impôts et taxes | 5 415 | 69 130 | -92 % |
| TOTAL IMPÔTS ET TAXES | 64 304 | 159 353 | -60 % |

Commentaire sur la ligne Impôts et taxes indirects : la baisse est principalement liée au niveau des prix qui est inférieur à celui de l'année précédente. Le solde est constitué de la RMP pour 50 M\$.

Commentaire sur la ligne Autres impôts et taxes : en 2023, absence de paiement de droits miniers (60 M\$ en 2022).

NOTE 26. Autres charges

| Exercice de 12 mois clos le 31/12/2023 (en k\$) | 2023 | 2022 | Variation en % |
|--|--------------|------------|----------------|
| Indemnités de fonction et autres rémunérations d'administrateurs | 299 | 297 | 99 % |
| Autres charges diverses | 6 124 | 136 | 2 % |
| TOTAL AUTRES CHARGES | 6 423 | 432 | 7 % |

Commentaire sur la ligne Autres charges diverses : la hausse correspond à une reprise de créance d'un partenaire pour 6 M\$.

NOTE 27A. Charges de personnel

| Exercice de 12 mois clos le 31/12/2023 (en k\$) | 2023 | 2022 | Variation en % |
|---|---------------|---------------|----------------|
| Rémunérations directes versées au personnel | 19 501 | 21 150 | -8 % |
| Indemnités forfaitaires versées au personnel | 12 174 | 7 900 | 54 % |
| Charges sociales | 3 983 | 3 416 | 17 % |
| TOTAL | 35 658 | 32 467 | 10 % |

Commentaire sur la ligne Indemnités forfaitaires : la variation de la masse salariale est liée principalement à la hausse de la prime d'intéressement en 2023 (1,2 M\$) et des reclassements effectués sur la période.

NOTE 27B. Effectifs, masse salariale et personnel extérieur

| Effectifs | Nationaux | | Autres États de l'OHADA | | Hors OHADA | | TOTAL |
|--|------------|-----------|-------------------------|----------|------------|----------|------------|
| | H | F | H | F | H | F | |
| YA 1 - Cadres supérieurs | 12 | 2 | 1 | - | 7 | 2 | 24 |
| YB 2 - Techniciens supérieurs et cadres moyens | 93 | 51 | 2 | 1 | 13 | - | 160 |
| YC 3 - Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés | 38 | 8 | - | - | - | - | 46 |
| YD 4 - Employés, manoeuvres, ouvriers et apprentis | 28 | 32 | 1 | - | - | - | 61 |
| YE TOTAL | 171 | 93 | 4 | 1 | 20 | 2 | 291 |

Masse salariale

| | | | | | | | |
|--|-------------------|------------------|------------------|----------------|------------------|----------------|-------------------|
| YA 1 - Cadres supérieurs | 1 251 550 | 208 592 | 300 871 | - | 2 106 096 | 601 742 | 4 468 851 |
| YB 2 - Techniciens supérieurs et cadres moyens | 9 699 516 | 5 319 089 | 601 742 | 300 871 | 3 911 322 | - | 19 832 540 |
| YC 3 - Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés | 3 963 243 | 834 367 | - | - | - | - | 4 797 610 |
| YD 4 - Employés, manoeuvres, ouvriers et apprentis | 2 920 284 | 3 337 468 | 300 871 | - | - | - | 6 558 623 |
| YE TOTAL | 17 834 594 | 9 699 516 | 1 203 484 | 300 871 | 6 017 418 | 601 742 | 35 657 624 |

NOTE 28. Provisions et dépréciations inscrites au bilan

| Exercice de 12 mois clos le 31/12/2023 (en k\$) | A | | B | | | C | | | D |
|---|--|---------------------------|-------------|-----|------------------------|-------------|-----|---------------------------------------|---|
| | Provisions à l'ouverture de l'exercice | Augmentations : dotations | | | Diminutions : reprises | | | Provisions à la clôture de l'exercice | |
| | | D'exploitation | Financières | HAO | D'exploitation | Financières | HAO | | |
| 1- Provisions réglementées | 57 310 | 12 475 | - | - | 41 862 | - | - | 27 922 | |
| 2- Provisions financières pour risques et charges | 501 083 | 13 382 | - | - | 10 344 | - | - | 504 120 | |
| Total provisions | 558 392 | 25 856 | - | - | 52 207 | - | - | 532 042 | |
| 4- Dépréciations des stocks | 56 647 | 4 089 | - | - | 7 545 | - | - | 53 192 | |
| 7- Dépréciations clients | 35 | - | - | - | - | - | - | 35 | |
| 8- Dépréciations autres créances | 2 726 | - | - | - | - | - | - | 2 726 | |
| Total provisions | 59 408 | 4 089 | - | - | 7 545 | - | - | 71 043 | |
| | 617 800 | 29 946 | - | - | 59 752 | - | - | 707 498 | |

Commentaire sur la ligne Provisions réglementées : les variations correspondent principalement aux dotations aux amortissements dérogatoires et aux variations des provisions pour investissements diversifiés et provisions pour investissements dans les hydrocarbures.

Commentaire sur la ligne Provisions financières pour risques et charges : l'augmentation correspond principalement à la dotation du litige éventuel avec un partenaire (10 M\$) et à la reprise de l'exception d'audit comptabilisé en 2022 (6M\$).

NOTE 29. Charges et revenus financiers

| Exercice de 12 mois clos le 31/12/2023 (en k\$) | 2023 | 2022 | Variation en % |
|---|----------------|----------------|------------------|
| Autres intérêts | (30) | (867) | -97 % |
| Pertes de change | (1 970) | (2 087) | -6 % |
| Charges financières | (2 000) | (2 954) | -32 % |
| Intérêts de prêts et créances diverses | 15 507 | 5 427 | >100 % |
| Gains de change | 182 | 1 578 | -88 % |
| Intérêts bancaires | 32 211 | 11 386 | >100 % |
| Revenus financiers | 47 899 | 18 391 | >100 % |
| TOTAL CHARGES ET REVENUS FINANCIERS | 45 899 | 15 438 | >100 % |

Commentaire sur la ligne Intérêts de prêts et créances diverses : la variation des intérêts de prêts et créances se justifie par la hausse de la rémunération des dépôts en fonds RES.

Commentaire sur la ligne Intérêts bancaires : la variation s'explique par la hausse des taux directeurs rémunérant les comptes courants (4,79 % en 2023 contre 2 % en 2022).

Commentaire sur la ligne Pertes et Gains de change : ces lignes proviennent principalement des écarts de change constatés sur les taux de change EUR/USD et XAF/USD.

NOTE 30. Autres charges et produits HAO

| Exercice de 12 mois clos le 31/12/2023 (en k\$) | 2023 | 2022 | Variation en % |
|---|----------------|--------------|------------------|
| Valeurs comptables des éléments cédés | (1 258) | 424 | >100 % |
| Dons et libéralités accordés | - | - | |
| Participations des travailleurs | - | - | |
| Autres Charges HAO | (1 258) | 424 | >100 % |
| Produits des cessions d'immobilisations | 44 | 1 419 | -97 % |
| Indemnités d'assurance | 6 | - | |
| Autres produits HAO | 50 | 1 419 | -96 % |
| TOTAL | (1 208) | 1 843 | >100 % |

Commentaire : la variation s'explique principalement par la cession d'un actif en 2023.

NOTE 31. Répartition du résultat et autres éléments caractéristiques sur cinq exercices

| Exercice de 12 mois clos le 31/12/2023 (en k\$) | 2023 | 2022 | 2021 | 2020 | 2019 |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Structure du capital à la clôture de l'exercice | | | | | |
| Capital social | 76 500 | 76 500 | 76 500 | 76 500 | 76 500 |
| Actions ordinaires | 4 500 000 | 4 500 000 | 4 500 000 | 4 500 000 | 4 500 000 |
| Opérations et résultats de l'exercice | | | | | |
| Chiffre d'affaires hors taxes | 419 935 | 491 298 | 637 685 | 426 348 | 781 175 |
| Résultat des activités ordinaires hors dotations/reprises | 178 905 | 244 246 | 260 484 | 98 218 | 331 858 |
| Impôts sur le résultat | (500) | - | - | (22 700) | - |
| Résultat net | 65 005 | 130 583 | 23 739 | (43 318) | 39 252 |
| Résultat et dividendes distribués | | | | | |
| Résultat distribué | 100 000 | 325 035 | 20 250 | 249 480 | 49 500 |
| Dividende attribué à chaque action | 22,22 | 72,23 | 5,00 | 55,44 | 11,00 |
| Personnel et politique salariale | | | | | |
| Effectif moyen des travailleurs au cours de l'exercice | 208 | 219 | 222 | 268 | 275 |
| Masse salariale distribuée au cours de l'exercice | 31 675 | 32 467 | 32 429 | 32 462 | 35 498 |
| Avantages sociaux versés au cours de l'exercice | 3 983 | 7 900 | 14 765 | 10 638 | 11 580 |

NOTE 32. Production de l'exercice

| Désignation du produit | Unité de quantité choisie | Production vendue dans le pays | | Production vendue dans les autres pays de l'OHADA | | Production vendue hors OHADA | |
|------------------------------|---------------------------|--------------------------------|--------|---|--------|------------------------------|---------|
| | | Quantité | Valeur | Quantité | Valeur | Quantité | Valeur |
| Ventes d'hydrocarbures-huile | Kbep | 65 | 5 426 | - | - | 5 312 ⁽¹⁾ | 411 933 |
| Ventes d'hydrocarbures-gaz | KSM ³ | 19 321 | 225 | | | | |

⁽¹⁾ Ce montant n'inclut pas les ventes de gaz (92 K\$).

NOTE 34. Fiche de synthèse des principaux indicateurs financiers

| Libellés | 2023 | 2022 | Variation en % |
|--|----------------|-----------------|----------------|
| ANALYSE DE L'ACTIVITÉ | | | |
| Soldes intermédiaires de gestion | | | |
| Chiffre d'affaires | 419 935 | 491 298 | -15 % |
| Marge commerciale | (1 561) | 11 771 | -113 % |
| Valeur ajoutée | 214 563 | 276 713 | -22 % |
| Excédent brut d'exploitation | 178 905 | 244 246 | -27 % |
| Résultat d'exploitation | 20 814 | 113 302 | -82 % |
| Résultat financier | 45 899 | 15 438 | 197 % |
| Résultat des activités ordinaires | 66 713 | 128 740 | -48 % |
| Résultat hors activités ordinaires | (1 208) | 1 843 | -166 % |
| Résultat net | 65 005 | 130 583 | -50 % |
| Détermination de la capacité d'autofinancement | | | |
| EBE : | 178 905 | 244 246 | -27 % |
| +Valeur comptable des cessions courantes d'immobilisations | (1 258) | 424 | -397 % |
| -Produits des cessions courantes des immobilisations | 44 | 1 419 | -97 % |
| = Capacité d'Autofinancement d'Exploitation | 177 691 | 246 089 | -28 % |
| +Revenus financiers | 47 899 | 18 392 | 152 % |
| +Gain de change | | | |
| +Transfert de charges financières | | | |
| +Produits HAO | | | |
| +Transfert des charges HAO | | | |
| -Frais financiers | (2 000) | (2 954) | -85 % |
| -Perte de change | | | |
| -Participation | | | |
| -Impôt sur les bénéfices | (500) | - | |
| = Capacité d'Autofinancement Globale | 223 090 | 261 527 | -15 % |
| -Distribution des dividendes | (100 000) | (325 035) | -1 % |
| = Autofinancement | 123 090 | (63 508) | -436 % |

| ANALYSE DE LA RENTABILITÉ | | | |
|---|------------------|------------------|-------------|
| Rentabilité économique = Résultat d'exploitation / (Capitaux propres + dettes financière) | 1,25 % | 6,57 % | -81 % |
| Rentabilité financière = Résultat d'exploitation / Capitaux propres | 1,79 % | 9,25 % | -81 % |
| ANALYSE DE LA RENTABILITÉ | | | |
| Capitaux propres et ressources assimilées | 1 160 157 | 1 224 540 | -5 % |
| +Dettes financières et autres ressources assimilées | 504 120 | 501 083 | 1 % |
| =Ressources stables | 1 664 277 | 1 725 623 | -4 % |
| -Actif immobilisé | (838 153) | (935 241) | -10 % |
| = Fond de Roulement | 826 124 | 790 382 | 5 % |
| Actif circulant d'exploitation | 315 256 | 298 553 | 6 % |
| -Passif circulant d'exploitation | (164 286) | (178 792) | -8 % |
| =Besoin de financement d'exploitation | 150 970 | 119 762 | 26 % |
| Besoin de financement global | 150 970 | 119 762 | 26 % |
| Trésorerie nette | 675 154 | 670 620 | 1 % |
| Contrôle : Trésorerie nette - Trésorerie active - Trésorerie passive | 675 154 | 670 619 | 1 % |

| ANALYSE DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE | | | |
|--|--------------|------------------|---------------|
| Flux de trésorerie des activités opérationnelles | 195 266 | 217 642 | -10 % |
| +Flux de trésorerie des activités d'investissement | (90 731) | (110 500) | -17 % |
| -Flux de trésorerie des activités de financement | (100 000) | (325 035) | -69 % |
| =Variation de la Trésorerie nette de la période | 4 535 | (217 893) | -102 % |

| ANALYSE DE LA VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET | | | |
|---|------------------|------------------|------------|
| Endettement financier brut (dette financière + trésorerie-passif) | 506 111 | 514 454 | -2 % |
| Trésorerie-actif | 677 145 | 683 991 | -1 % |
| =Endettement financier net | (171 034) | (169 537) | 1 % |

NOTE 35. Liste des informations sociales, environnementales et sociétales à fournir

A. Informations sociales

Développement des talents

En 2023, TotalEnergies EP Gabon a poursuivi sa politique de développement des compétences des salariés par la mobilité professionnelle. À cet effet, au 31 décembre 2023, 19 collaborateurs nationaux étaient détachés dans différentes entités de la compagnie TotalEnergies à travers le monde. Par ailleurs, en 2023, 43 salariés ont fait l'objet d'une mobilité localement y compris vers une autre branche d'activité de la Compagnie.

21 458 heures de formation réalisées en 2023

Le plan de formation 2023 a été mis en œuvre en collaboration avec les métiers.

Ainsi, 183 salariés ont pu bénéficier de formations pour un volume global de 21 458 heures au cours de l'année. En outre, la réalisation localement de formations techniques précédemment organisées à l'étranger, pour un volume global de 2 630 heures, a permis à 124 salariés de bénéficier d'au moins une formation en présentiel et d'optimiser les coûts de la formation. Les actions de formation ont principalement été consacrées aux domaines hygiène, sécurité et environnement ainsi qu'au renforcement des compétences techniques. Enfin, un accent particulier a été mis sur le développement des capacités managériales, conformément au programme *Better Together* de la compagnie TotalEnergies.

Maintien des actions d'insertion professionnelle

Dans le cadre de la convention de partenariat entre TotalEnergies EP Gabon, le Fonds d'aide à l'insertion et la Réinsertion professionnelle (FIR) et le ministère de tutelle, 16 apprentis ont été accueillis au sein de la Société en 2023. Ainsi, ce sont 228 jeunes gabonais qui ont été intégrés au sein de la Société dans le cadre de ce dispositif. L'objectif de ce partenariat est, par le biais d'une première immersion en milieu professionnel, de contribuer à l'employabilité de jeunes gabonais inscrits au Pôle National de Promotion de l'Emploi (PNPE) confirmant ainsi le rôle de pionnier de TotalEnergies EP Gabon et son engagement citoyen.

Effectifs présents au 31/12/2023



- Effectif gabonais : 191
- Effectif expatriés : 19

Relations sociales

Le dialogue social, ancré au cœur des processus et des traditions séculaires au sein de TotalEnergies EP Gabon, est demeuré en 2023. On note, la formation des nouveaux délégués du personnel et la tenue des réunions ad hoc mensuelles réglementaires. Par ailleurs, deux réunions du Comité permanent de concertation économique et social ont été tenues.

B. Informations environnementales

Sécurité

La sécurité est une valeur fondamentale chez TotalEnergies EP Gabon. Aussi, la Société mène une politique d'amélioration constante visant à renforcer la sécurité sur le poste de travail et à éviter tout décès accidentel. Ainsi, les sensibilisations hygiène, sécurité et environnement (HSE) ont pour objectif le maintien de standards élevés dans le domaine. Un accent particulier est mis sur la qualité des analyses des incidents et anomalies à haut potentiel afin d'en tirer des enseignements permettant de renforcer la prévention. Ceci concerne aussi bien les lieux où ils se sont produits que l'ensemble du périmètre d'activité de la Société. En 2023, TotalEnergies EP Gabon a enregistré deux accidents sans arrêt de travail mais avec poste aménagé (à comparer à un poste aménagé et un traitement médical en 2022).

Ainsi, le taux de fréquence des accidents avec arrêt de travail (LTIF⁽¹⁾) s'est établi à 0 et le taux de fréquence des accidents déclarés (TRIR⁽²⁾) à 0,68. Le nombre d'incidents à haut potentiel en 2023 est égal à 6, contre 4 en 2022. Cette situation conduit la Société à conserver un niveau d'alerte élevé en matière de sécurité.

En 2023, le management a maintenu ses visites sur les sites, renforcées par des visites Duet, qui sont des visites conjointes métiers Opérations et HSE. Enfin, la Société a réalisé des formations de préparation aux situations d'urgence, et le plan antipollution, complémentaire au plan d'urgence a été mis à jour.

Environnement

L'année 2023 a été marquée par la réalisation de la deuxième campagne de mesure des émissions de méthane au quatrième trimestre en utilisant des drones capables d'analyser la composition de nos émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Cette campagne de mesure, nommée AUSEA, nous a permis de recueillir une quantité significative de données durant trois semaines. Ces données, croisées avec les mesures de débit de gaz déjà mesurées sur site, vont permettre à la Société d'affiner davantage la fiabilité de son système de mesure des émissions et s'inscrit dans une initiative conduite au niveau de la compagnie TotalEnergies SE. Les indicateurs environnementaux montrent des résultats sur les émissions totales de gaz à effet de serre conformes aux objectifs fixés en 2023, ainsi que sur l'intensité des émissions de gaz à effet de serre. Concernant le brûlage, la moyenne annuelle du gaz brûlé a été de 420 kSm³/j, légèrement au-dessus de l'objectif fixé en 2023. En 2024, TotalEnergies EP Gabon entend poursuivre ses efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre liées à son activité.

Dans le cadre de son ambition biodiversité, la Société a lancé le développement d'un plan d'action biodiversité en 2023 qui a fait l'objet de plusieurs rencontres avec les parties prenantes externes au quatrième trimestre de l'année. Enfin, la Société a renouvelé sa certification ISO 14001 après l'audit externe réalisé par Bureau Veritas qui n'a révélé aucune non-conformité majeure sur la totalité du périmètre des opérations.

Hygiène industrielle

La préservation de la santé des personnes travaillant sur les sites de TotalEnergies EP Gabon demeure au cœur des préoccupations de la Société. L'année 2023 a été marquée par

la mise à jour des Évaluations de Risque aux Postes de travail (ERHI). De plus, le programme annuel (contrôles, audits, suivi qualité, etc.) a pu être mené dans sa totalité.

Intégrité et risques majeurs

Les risques majeurs liés à l'activité sont connus et des actions ont été mises en place pour les maîtriser. Tout au long de l'année, les tests d'intégrité sur les éléments critiques pour la sécurité (ESDV, ESD1, vannes de fond et surface des puits) permettant de prévenir les potentielles situations dégradées se sont poursuivies et ont été réalisés en totalité. La base de données intégrité puits, nommée UWINS, est continuellement mise à jour par l'ingénieur intégrité puits et les équipes sites. Une équipe supplémentaire chargée de renforcer les tests intégrité puits, sera mobilisée au cours du premier trimestre 2024. Le registre des puits (*Wells At Risk* ou WAR) et les plans d'actions associés sont suivis et des interventions sont planifiées. Le *workover* du puits TCNE003, avec la *Pulling Unit*, a permis de rétablir l'intégrité technique du puits.

La campagne de travaux en vue de traiter le reliquat des avis intégrité, débutée en septembre 2022, a pris fin sur le périmètre *offshore* par les plateformes AGMP, GAAM, TRMPFC, TRMPFK, TRM2, TRM1 et AGMN. Plusieurs travaux nécessitant un arrêt de plateforme ont été réalisés pendant le grand arrêt du site d'Anguille en juin 2023. Ces campagnes de travaux se poursuivront en 2024. Il est également important de noter que cette série de campagnes a permis la réduction du niveau de risque d'une des deux menaces intégrité de niveau 1 que comptait la filiale. Conformément aux règles en vigueur, une campagne annuelle de détection des fuites fugitives a été réalisée. Elle a contribué à l'amélioration de la maîtrise de nos opérations et des conditions de sécurité sur nos sites.

Par ailleurs, des campagnes de racleage instrumenté sont organisées pour l'inspection de nos *pipelines* critiques. La prochaine campagne est planifiée en 2024. Elle portera essentiellement sur des *pipelines* de diamètre 4" et la ligne 18" Gaz BP AGMP – TRMPFC. Des réflexions sont engagées pour l'utilisation de technologies telle que la "smartball" testées par d'autres opérateurs pour le *monitoring* des *pipelines* difficilement racleables. Enfin, nos installations sont entretenues et l'accès aux plateformes est sécurisé avec les remplacements des *boat landing*, des campagnes sous-marines et des retouches de peinture. La campagne de travaux sous-marins pour

l'année 2023 a pris fin au troisième trimestre. Deux *boat landing* (BSM et TRM2) ont été remplacés et des inspections sous-marines ont été effectuées. La préparation de la campagne 2024 est lancée. Elle est planifiée pour le quatrième trimestre et le remplacement de trois *boat landing* des plateformes opérées est également prévu.

C. Informations relatives aux engagements sociétaux en faveur du développement durable

Les activités de diversification et de développement durable de TotalEnergies EP Gabon sont essentiellement financées par la Provision pour Investissements Diversifiés (PID) et par la Provision pour Investissements dans les Hydrocarbures (PIH). Elles sont menées en partenariat avec la République gabonaise et concernent des organismes ou des projets d'intérêt général, principalement dans les domaines de l'éducation, la formation, la santé, l'agriculture et des infrastructures.

Activités courantes 2023

Santé et recherche médicale

La Société a réaffirmé son engagement vis-à-vis du Centre Interdisciplinaire de Recherches Médicales de Franceville (CIRMF) en poursuivant son soutien financier. La position d'excellence de ce centre le conduit à participer et à intervenir dans diverses rencontres scientifiques, au niveau national et international.

La production scientifique annuelle pour l'année 2023 a été de 51 articles. Sur le plan international, le CIRMF a participé à de nombreuses rencontres scientifiques relatives à la pandémie de la Covid-19. Il s'agit notamment de conférences et réunions webinaires organisées par Africa CDC et l'OMS. L'activité scientifique de l'année s'est focalisée, comme les précédentes, essentiellement sur la caractérisation des agents pathogènes (virus, parasites et bactéries), les hôtes vertébrés ainsi que les vecteurs responsables de la transmission des maladies infectieuses. La qualité scientifique de la recherche effectuée par les chercheurs travaillant au CIRMF est restée constante et de bonne facture, au regard du nombre et du niveau des projets de recherches, des missions de terrain, de la production scientifique, de la formation par l'encadrement des stages diplômants et de perfectionnement, et de l'appui à la santé.

Éducation et formation

TotalEnergies EP Gabon a soutenu de nombreux établissements en 2023, tels que :

- l'Institut du Pétrole et du Gaz de Port-Gentil au titre de l'année scolaire 2022-2023 ;
- le lycée Victor Hugo de Port-Gentil et les classes préparatoires du lycée National Léon Mba de Libreville, conformément à la convention signée avec la Mission Laïque Française. Ce soutien aux classes préparatoire est nécessaire pour garantir un haut niveau d'enseignement ;
- le Centre de Spécialisation Professionnelle de Port-Gentil. Ainsi, au titre de l'année académique 2023-2024, les activités ont débuté le 25 septembre 2023 avec un effectif de 64 stagiaires ;
- la réfection et l'amélioration des sanitaires dans les établissements publics de Port-Gentil afin de réduire les problèmes d'hygiène et d'insalubrité, ainsi que l'exposition aux maladies en milieu scolaire.

Développement économique et projets d'intérêt général

En partenariat avec l'État gabonais, la Société a initié depuis 2022 un ensemble de projets d'intérêt général toujours en cours et visant à l'amélioration des conditions de vie des citoyens de Port-Gentil et d'autres villes du Gabon dont les plus emblématiques sont les suivants :

Dans la ville de Port-Gentil :

- l'éclairage public solaire. Ce projet vise à promouvoir les énergies nouvelles et renouvelables avec la fourniture de 1 500 lampadaires et permettra, dans les zones dépourvues d'éclairage public, d'y améliorer la sécurité et le bien-être des habitants. Ce projet est dans sa phase opérationnelle avec le déploiement des lampadaires dans les linéaires de la première phase ;
- la réhabilitation d'un axe routier. Ce projet structurant consiste à reprendre et finaliser les travaux inachevés de cet axe routier afin de désenclaver la zone et d'améliorer la qualité de vie des résidents. Cette route a été inaugurée par les autorités le 8 avril 2023 ;
- l'aménagement d'un parcours sportif sur le front de mer de la ville de Port-Gentil. Sur environ 500 mètres, ce projet aura un double objectif : protéger et stabiliser

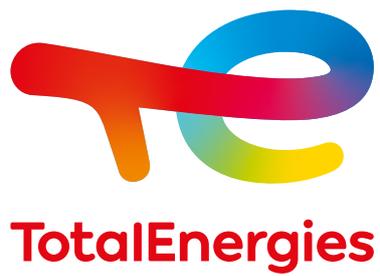
le trait de côte d'une part, et offrir à tous un espace pour la pratique d'activités sportives et récréatives d'autre part.

Dans les autres villes du Gabon :

- la construction d'une poissonnerie dans la ville de Lambaréné, offrant un cadre adéquat aux professionnels de la commercialisation du poisson pour l'exercice de leur métier ;
- la construction d'une maison de l'artisanat dans la ville de Ntoum (à 38 km de la capitale Libreville) afin de participer à la promotion et à la diffusion du patrimoine culturel en offrant un espace commercial dédié à l'artisanat des femmes. Les consultations visant à définir le concept architectural sont en cours.

⁽¹⁾ TRIR : Total Recordable Injury Rate, nombre d'accidents déclarés par million d'heures travaillées.

⁽²⁾ LTIF : Lost Time Injury Frequency, nombre d'accidents avec arrêt de travail par million d'heures travaillées. Ces indicateurs sont calculés globalement pour le personnel de TotalEnergies EP Gabon et pour le personnel des entreprises extérieures.



TotalEnergies EP Gabon

Société Anonyme avec Conseil
d'administration au Capital de 76 500 000
dollars américains réparti en 4 500 000
actions de 17 dollars américains
Siège Social : Boulevard Hourcq – BP 525
Port-Gentil (République gabonaise)
RCCM Port-Gentil 2000 B 00011.

ep.totalenergies.ga